

# Le Canada et l'Afrique

CA1  
EA965  
C11  
#26, nov/85  
DOCS

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E  
  
3 5036 01031329 7



Coopération canado-sénégalaise  
La lutte contre l'apartheid – L'aide d'urgence  
«Affiches de cinéma» – Témoignage.

Supplément :

*Reflet d'un pays*

## Coopération canado-sénégalaise

*Continuité et consolidation des acquis*

**A**U cours du mois de septembre, le Canada et le Sénégal ont signé trois protocoles d'entente d'une valeur de 21,0 millions de dollars et portant sur l'aide alimentaire, l'électrification rurale et la phase IV du projet de l'Ecole Polytechnique de Thiès.

Le protocole sur l'aide alimentaire signé le 24 septembre prévoit la fourniture de blé dur et de lait en poudre d'une valeur de 40 millions de dollars. Le produit de la vente sera versé au fonds de contrepartie canado-sénégalais et servira à financer les coûts locaux des projets canadiens ainsi que d'autres interventions décidées d'un commun accord.

Le protocole d'entente relatif à l'électrification de 24 villages dans la région côtière de Mbour a été signé le 2 septembre 1985. La contribution canadienne à ce projet s'élève à 4,7 millions de dollars. L'électrification favorisera le développement de l'agriculture, de la pêche et du tourisme, et de façon générale, l'amélioration des

conditions de vie des populations touchées.

L'entente relative au financement de la Phase IV (1985-1990) a été signée le 9 septembre 1985.

L'Ecole Polytechnique de Thiès a fêté son 12<sup>ème</sup> anniversaire à l'occasion de la sortie de la 8<sup>ème</sup> promotion baptisée «Feu Mamadou Dia» au mois de juillet 1985. Déjà 214 ingénieurs ont été formés dans cette grande école qui fut créée le 25 mai 1973. Le programme d'études a été réalisé avec la collaboration de l'Ecole Polytechnique de Montréal. La participation financière du Canada à ce projet a commencé en 1971 et s'élève à 60 millions de dollars. La IV<sup>e</sup> phase (1985-1990) de 12,3 millions de dollars mettra fin au concours financier du Canada, le corps professoral devant être totalement sénégalisé d'ici 1990.

En plus des ingénieurs sénégalais, l'Ecole Polytechnique de Thiès forme des ingénieurs béninois, burkinabés, mauritaniens, nigériens, maliens, togois et zairois.



● *L'Ecole Polytechnique de Thiès, fleuron de la coopération canado-sénégalaise, vient de fêter son 12<sup>e</sup> anniversaire.*

### *Nouvel ambassadeur du Canada au Sénégal*



S.E. M. Serge April a présenté ses lettres de créances à S.E. le Président Abdou Diouf, le jeudi 26 septembre 1985. M. April, diplômé en Droit à l'Université Laval et en Droit public de l'Université d'Ottawa, a occupé des postes diplomatiques en Italie et à Cuba avant d'être affecté au Sénégal. De 1978 à 1982, M. April a occupé le poste de conseiller à la délégation du Canada auprès de l'OCDE à Paris où il fut responsable du Comité d'aide au développement et du groupe Nord-Sud de l'OCDE. De 1981 à 1985, il a été directeur du Droit économique et des Traités au ministère des Affaires extérieures à Ottawa. M. April est marié et père de deux garçons.

● *M. Serge April, nouvel ambassadeur du Canada au Sénégal, s'entretient avec le président Abdou Diouf, à l'occasion de la présentation de ses lettres de créance.*

## La lutte contre l'apartheid

DEC 31 1985

*Nouvelles mesures du Canada pour combattre l'apartheid*

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY  
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTRE

**N**OUS publions ci-dessous quelques extraits de la déclaration que le Très honorable Joe Clark, secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures du Canada, a faite devant la Chambre des Communes à Ottawa, le 13 septembre 1985.

«Monsieur le Président, je veux parler à la Chambre de l'Apartheid et de ce que le Canada peut faire pour mettre fin à ce système raciste répugnant. Je me fonde sur deux réalités : premièrement, que les Canadiens sont indignés par la pratique du racisme institutionnalisé dans une société qui prétend partager nos valeurs, et qu'ils la tiennent en horreur. Deuxièmement, que l'influence du Canada est limitée mais réelle, et que le défi consiste à prendre des mesures pratiques qui contribueront à mettre fin à l'Apartheid.

Il est aussi de notre devoir de faire comprendre clairement à l'Afrique du Sud que le Canada est prêt à recourir à des sanctions globales s'il n'y a pas de changement. Règle générale, nous croyons que les relations diplomatiques et économiques devraient être maintenues même s'il y a désaccord entre gouvernements. En fait, si nous nous étions ralliés il y a six mois à l'avis exprimé par certains groupes voulant que nous rompions toutes relations diplomatiques et commerciales avec l'Afrique du Sud, nous ne serions pas en mesure aujourd'hui de faire quoi que ce soit à titre individuel ou de concert avec d'autres nations pour ajouter aux pressions que subit déjà le gouvernement de l'Afrique du Sud.

Si nous nous arrêtons aux grands principes, nous recherchons :

- l'adoption d'une citoyenneté commune. Ce qui implique des droits politiques communs et l'élimination des différentes catégories de citoyens;
- l'abolition des lois qui classent les Sud-Africains suivant leur couleur ou leur race;
- la liberté pour tous les Sud-Africains de vivre, de se déplacer et

de travailler sans être soumis à des restrictions arbitraires;

— l'indépendance pour la Namibie conformément à la résolution 435 des Nations unies. Ce serait une indication importante que l'Afrique du Sud est disposée à accepter ses voisins comme ils sont et à vivre en paix avec eux.

Toutefois, rien de ce qui précède n'est aussi important que les derniers principes que j'énoncerai : la libération des prisonniers politiques ; la libération des dirigeants du Congrès National Africain et du Front Démocratique Uni, qui ont été forcés de résister au système de l'Apartheid, et l'institution d'un processus de consultation et de négociation avec les véritables dirigeants de ceux qu'on appelle les Indiens, les Noirs et les Métis. Ces consultations ne peuvent donc être confinées aux dirigeants des Homelands.

— Et enfin, l'instauration d'un processus de réforme fondé sur le consentement, et non sur la coercition.

### Révision de la politique commerciale

Nous avons mis fin, pour ce qui concerne l'Afrique du Sud, au programme de développement des marchés d'exportation (PDME) et aux polices d'assurance globale accordées par la Société pour l'Expansion des Exportations. Nous avons de la sorte respecté les engagements du précédent gouvernement et cessé tout appui public au commerce et aux investissements en Afrique du Sud. Ces deux mesures constituaient des avertissements très clairs.

Nous avons resserré l'application de l'embargo sur les armes décrété par les Nations unies, tout en l'élargissant de manière à y inclure une plus vaste gamme de produits de pointe, notamment des ordinateurs. Nous avons en outre été le seul gouvernement à annoncer l'abrogation de nos accords de double imposition.

Nous avons attiré l'attention des Canadiens sur la résolution du Conseil de Sécurité interdisant la vente de Kruggerrand. Nous avons bien fait d'espérer que les gens qui vendent ces pièces d'or au Canada, tiendraient compte de nos désirs, puisque les ventes ont pratiquement cessé.

Nous avons mis au point des politiques à l'égard des rencontres sportives, des rencontres officielles et de la coopération. Nous avons donné notification de ce que le traitement à façon de l'uranium de la Namibie prendrait fin à l'expiration des contrats en cours, malgré ce qu'il en coûterait.

Nous avons annoncé l'affectation à notre Ambassade en Afrique du Sud d'un agent qui sera chargé des affaires syndicales, afin de maintenir des contacts directs avec les travailleurs sud-africains qui sont des ferments de réforme. Cet agent sera choisi de concert avec le Congrès du Travail du Canada.

Nous avons plus que triplé les fonds affectés à l'instruction et à la formation syndicales des Noirs, ce qui permettra d'accorder quarante bourses d'études au cours de la présente année financière.

... Nous prenons actuellement un certain nombre d'autres mesures dans le cadre des pressions que nous continuons d'exercer contre l'Apartheid.

Le Gouvernement du Canada appliquera un embargo volontaire sur la vente de pétrole brut et de produits de raffinage à l'Afrique du Sud. A cette fin, nous demandons aux sociétés canadiennes de ne pas conclure de marchés portant sur la vente et l'exportation de ces produits en Afrique du Sud. Nos ventes dans ce domaine ont été limitées jusqu'ici. Nous prenons toutefois cette mesure aujourd'hui pour veiller à ce que le Canada ne devienne pas une autre source d'approvisionnement pour ce pays. ■

# L'aide d'urgence

*L'Honorable David MacDonald poursuit sa tâche*

**L**E mandat de l'Honorable David MacDonald, coordonnateur canadien des secours d'urgence à l'Afrique, a été prolongé jusqu'au 31 mars 1986.

L'honorable David MacDonald a initialement été nommé en novembre 1984. En vertu de son nouveau mandat, il continuera jusqu'à la fin de 1985 de coordonner et faciliter toutes les tâches afférentes à l'aide d'urgence et de récupération destinée à l'Éthiopie et aux autres pays africains touchés par la sécheresse et la famine.

Durant les trois derniers mois de son mandat, M. MacDonald s'assurera que les initiatives et les programmes qui ont été entrepris par son bureau seront intégrés aux institutions existantes.

En priorité, le mandat du coordonnateur sera de :

— conseiller le gouvernement pour toute mesure devant être prise relativement à la situation en Afrique et à la nature de l'aide d'urgence devant être fournie aux pays touchés par la sécheresse;

— aider les organismes volontaires dans les efforts qu'ils déploient avec l'appui des contributions généreuses de milliers de Canadiens et de Canadiennes à soulager les victimes de la famine. Pour appuyer les activités des organismes bénévoles, le coordonnateur gèrera un fonds de 18 millions de dollars établi principalement pour des projets de rétablissement. Pour l'année 84/85, M. MacDonald a eu à gérer un Fonds spécial pour lutter contre la famine en Afrique avec des ressources humaines de 65,3 millions de dollars. Cette contribution s'ajoute à l'aide alimentaire déjà programmée qui se chiffrait à 172,8 millions de dollars sur un total d'aide publique de 813,3 millions de dollars destinés à l'ensemble de l'Afrique en 1984/85.

### Lancement de *Forum Afrique*

Afin de sensibiliser les Canadiens encore davantage aux problèmes sou-

levés par la famine, l'honorable Monique Vézina, ministre des Relations extérieures du Canada, et M. David MacDonald, coordonnateur canadien des secours d'urgence, famine africaine, ainsi que le maire d'Ottawa, Mme Marion Dewar, et le maire de Hull, M. Michel Légère, ont annoncé, le 4 septembre 1985, le lancement de l'opération appelée **Forum Afrique**.

**Forum Afrique** est une série de rencontres régionales que les citoyens canadiens organisent eux-mêmes et qui se tiendront entre le mois d'octobre 1985 et le mois de janvier 1986. Les participants se pencheront sur le rôle que le Canada et les Canadiens pourront continuer de jouer dans le redressement de la crise africaine. Déjà, des représentants du monde du travail, du monde des affaires, des organismes religieux ou bénévoles ainsi que d'autres secteurs travaillent ensemble dans diverses régions.

«Les Canadiens ont su réagir rapidement et généreusement à la crise qui sévit en Afrique», a déclaré M. MacDonald. «Les efforts qu'ont déployés les Canadiens sont nombreux et ont pris naissance au niveau

communautaire. Ces initiatives doivent maintenant être consolidées et fortifiées grâce aux liens directs et permanents qui s'établiront avec les populations africaines. **Forum Afrique** permettra aux Canadiens d'évaluer leur rôle et d'élaborer des plans à long terme afin de répondre aux besoins des Africains qui sont touchés par la sécheresse».

### Tournée africaine

Afin d'apprécier l'évolution de la situation dans deux des pays les plus durement touchés par la famine, M. MacDonald a effectué en septembre une visite en Éthiopie et au Soudan. Cette visite a suivi immédiatement la tenue d'une réunion à Bonn les 9 et 10 septembre des experts des 7 pays les plus industrialisés dont l'objectif était la définition d'un programme d'action concrète en faveur des pays victimes de la famine. M. MacDonald a débuté sa tournée par une visite auprès du Président en exercice de l'OUA, M. Abdou Diouf, avec qui il s'est entretenu de l'analyse faite et du programme d'action décidé à Addis-Abéba en juillet 1985.



Photo : Crombie Mc Niel (Zimbabwe)

## Le choc de deux médecines

*Guérisseurs africains - charlatans ou thérapeutes*

**C**eux qui disent que les connaissances médicales des Africains ne dépassent pas celles d'Hippocrate, banalisent leur inestimable valeur. «Nouvelle approche.» Voilà l'idée clé qui revient constamment dans le discours de l'anthropologue Gilles Bibeau. Il faut revaloriser les connaissances médicales des guérisseurs traditionnels. Pour lui, tout tient à cela si on veut en arriver à comprendre la différence entre la médecine occidentale et celle des pays du Tiers-Monde. Une distinction qui se caractérise par d'autres conceptions anatomiques et physiologiques. Incidemment, cela se répercute dans les modes de traitement des maladies.

Mais il y a un choc. Avec sa pléthore de médicaments et de sarras blancs, la médecine du Nord intimide, impressionne. Habilement, elle raye variole et paludisme de la carte. Toute puissante se montre-t-elle. De quoi rendre la médecine traditionnelle malade. Les guérisseurs essaient de s'adapter. Pas facile.

M. Bibeau en sait quelque chose. Aujourd'hui directeur du département d'anthropologie de l'Université de Montréal, il revenait, il y a cinq ans, d'un long séjour au Zaïre où, entre autres, il fut directeur du Centre de médecine des guérisseurs à l'Institut de recherche scientifique du Zaïre. Il a rempli ses bagages d'anecdotes, de témoignages donnés par les praticiens qu'il a rencontrés. Il est encore à en décrypter toute la richesse. Chose certaine, ça lui a forgé un regard critique sur les prétentions de la médecine occidentale.

### Un mimétisme dangereux

«Dans cette rencontre du pot de fer et du pot de terre — le premier illustrant la médecine occidentale avec son pouvoir de crédibilité — le pot de terre risque de se briser. Ainsi, il cherche à se renforcer, à prendre les apparences de la médecine occidentale. Ce mimétisme peut aller très



● *Faut-il choisir les coctions de guérisseurs traditionnels ou les solutions des laboratoires pharmaceutiques ?*

loin.» Le guérisseur aura donc tendance à mettre le stéthoscope à son cou et à prescrire des comprimés.

«Je pense que c'est l'ambivalence des populations qui provoque ce comportement chez les guérisseurs. Les gens ne veulent pas rejeter la modernité mais tiennent à leur identité sociale et leur médecine fait partie de leur patrimoine.» On revêt donc la médecine traditionnelle d'un appareil occidental. «Ça comporte des dangers», avertit Gilles Bibeau.

Le comprimé, par exemple, remplace régulièrement les potions connues depuis des millénaires. «On dégage par ébullition la partie d'eau de la potion pour en arriver à la substance solide qui nous intéresse et que l'on mettra en capsule. Mais ce n'est plus du tout le même médicament.» Ce genre d'exemple se retrouve particulièrement dans les villes. «Le guérisseur doit y travailler autrement qu'à la campagne, parce qu'il ne peut pas trouver les herbes



Photo : Pamela Ryden Johnson

## Le Canada et l'Afrique



● Actuellement, les grands laboratoires pharmaceutiques reconnaissent la richesse des connaissances de la médecine traditionnelle.

fraîches dont il a besoin pour préparer ses mélanges. Et puis, ces potions sont relativement instables et difficiles à conserver. Elles doivent être consommées rapidement. Un désavantage qui joue en faveur du comprimé qui, lui, se conserve longtemps.»

Même si ce mimétisme se retrouve surtout en milieu urbain, il reste que la population ne sait plus vraiment où donner de la tête. Or, elle consulte les deux médecines. «Ce qui importe pour les malades, c'est d'être guéri. Ils questionnent donc l'un et l'autre des systèmes, de façon successive ou parallèle.» Le hic, c'est que les traitements peuvent se dédoubler et interagir.

«Vous n'avez qu'à imaginer le cas de diabétiques. D'une part, on leur prescrit de l'insuline et d'autre part le guérisseur lui donnera des médicaments hypoglycémiques. Dans ce cas, il y a un problème de surdosage qui peut parfois se traduire par une intoxication. Dans d'autres situations, les traitements peuvent provoquer l'effet contraire, c'est-à-dire s'annuler. Je soupçonne que ce sont des situations qui se reproduisent fréquemment et qui ne peuvent être résolues que par un processus d'éducation.»

### D'autres conceptions

Il y a quelques années, l'Organisation mondiale de la santé (OMS)

avait poussé les pays en voie de développement dans des programmes de formation d'agents de santé primaire. Dans cet esprit, on avait recruté des guérisseurs traditionnels. Reste que, dans l'ensemble, les traitements, qui vont au-delà des premiers soins, sont bien différents étant donné les conceptions du corps plus particulières. Ainsi, l'interprétation des causes de la maladie varieront selon les cultures.

«Il faut comprendre que notre conception occidentale du corps qui le divise en système respiratoire, circulatoire, etc... n'est pas universelle. Certaines civilisations voient le corps comme un décalque de l'univers, d'autres comme un ensemble de forces. Tout cela amène des méthodes de soin différentes. Ce qui fait qu'en Afrique on accordera une importance singulière aux ouvertures, car pour les guérisseurs, elles mènent au ventre, au dedans de la tête, etc... Ça va donner une accentuation des remèdes administrés par voie orale ou anale comme dans le cas des lavements.»

### Un échange inégal

A la lumière des connaissances médicales occidentales, on a tout de même pu se rendre compte que certains traitements étaient tout à fait erronés. M. Bibeau donne l'exemple de la rougeole. A chaque épidémie,

on gardait les enfants malades emmitoufflés dans des draps et on ne leur donnait pas à boire alors qu'il aurait fallu faire tout juste le contraire.

A l'inverse, la médecine occidentale a aussi bénéficié des connaissances des guérisseurs traditionnels. Tardivement toutefois car elle les avait longtemps dépréciées. «On faisait des inventaires botaniques systématiques pour repérer les familles de plantes qui contenaient des éléments chimiques thérapeutiques comme des alcaloïdes. C'est ainsi que grâce aux analyses de laboratoire, on s'est mis à extraire, dans les années '30, des huiles chez les flacourtiacées pour soigner la lèpre. Or, ces huiles étaient connues et utilisées dans les mêmes buts depuis des millénaires par les guérisseurs herboristes.»

Actuellement, les grands laboratoires pharmaceutiques reconnaissent la richesse des connaissances des médecins traditionnels. «Mais c'est comme si on les siphonnait. Là, je ne suis pas d'accord. Ce ne sont pas des partenaires égaux. On s'emploie à récupérer le savoir de l'un pour l'intégrer à la richesse de l'autre. C'est un échange inacceptable.»

### Un dumping incontrôlé

Au même moment, des médicaments de toutes sortes envahissent les tablettes des pharmacies, alors que l'OMS avait établi une liste de 200 médicaments essentiels; dans la pratique ce sont des vendeurs de tout acabit qui sillonnent les campagnes pour vendre des comprimés, des gélules de tout genre. Dans certaines régions, on retrouve près de 10.000 médicaments disponibles. «C'est fou, clame laconiquement Gilles Bibeau. Nous assistons à une redistribution de médicaments venus du Nord. C'est un phénomène qui échappe à tout contrôle. De quoi faire perdre la crédibilité de la médecine occidentale, car paradoxalement, cela joue en faveur de la médecine traditionnelle.»

En terre africaine, l'anthropologue n'avait, quant à lui, rien à vendre. Tout à apprendre. Il a stationné dans des villages du Bwato, au Nord du Zaïre et s'est initié au ngbandi, la langue locale. Puis il a pris contact avec plusieurs dizaines de guérisseurs environnants. Il a étudié leur pharmacopée et observé plus de 700 traitements; une enquête dont il a rendu compte dans une brochure publiée par le CRDI : **La médecine traditionnelle au Zaïre (IDRC-137F)\***.

«En tout, j'ai assisté à des milliers de guérisons et de rituels.»

### Sous le couvert de la psychologie

Le rituel, c'est l'autre mode de traitement utilisé en Afrique comme dans bien des pays du Sud. Celui dont les Occidentaux retiennent le plus facilement les images pour ses haut en couleurs.

Gilles Bibeau raconte un cas : [C'est un garçon qui a beaucoup de succès en classe et qui vit à l'écart de ses copains. Un jour, il tombe malade. Le guérisseur lui dit : «Tu a été ensorcellé par tes camarades de classe qui t'ont vendu à l'esprit de l'eau. Ils ont pris un de tes cahiers et l'ont jeté à la rivière parce qu'ils en avaient assez de ton succès scolaire. Ils ont demandé à la rivière de t'enlever ton esprit.» C'est secondaire que cela se soit vraiment passé. L'important c'est, qu'avec cette version des faits, le guérisseur se donne les moyens d'entreprendre la thérapie. Elle prendra deux directions. Il demande au garçon de se réconcilier avec ses camarades puis avec l'esprit de la rivière. C'est une psychothérapie. C'est un système d'interprétation tout aussi efficace que la psychanalyse ou le behaviorisme.]

### Un consensus social

En tout cas, ces systèmes d'interprétation doivent satisfaire les patients car ces pratiques reposent sur le consensus social. Une garantie pratiquement plus solide qu'une législation. «Sans la confiance des patients, les guérisseurs ne pourraient même pas pratiquer. Sauf que le problème se pose en milieu urbain et l'Afrique, comme on le sait, s'urbanise fortement. Alors comment les populations peuvent-elles vérifier l'authenticité et la valeur d'un guérisseur ? Je n'y vois qu'une solution : favoriser la formation d'associations de guérisseurs qui s'occuperont d'attribuer des permis. De plus, ces groupements pourraient travailler plus efficacement avec les chercheurs de la médecine occidentale.» ■

par **Raymond LEMIEUX**  
**EXPLORE (CRDI)**

Vol 14, N° 1 - Avril 1985

\* Raymond Lemieux est un journaliste scientifique de Montréal, Québec (Canada) qui se spécialise dans le développement international.

### Keur Massar

Keur Massar est un centre de traitement de lèpre situé à une dizaine de km de Dakar. Créé en 1980, il est aujourd'hui le premier hôpital traditionnel du Sénégal. Il se veut l'alliance des médecines occidentale et africaine traditionnelle.

Les malades viennent de partout, même de Gambie. Ils sont quelque 5.000 en traitement dont 170 hospitalisés à Keur Massar.

Les plantes médicinales suscitent d'autant plus d'espoir qu'elles procurent des remèdes à la portée de toutes les bourses. Le centre de Keur Massar, dirigé par le Professeur Yvette Parès, a reçu en 1984, un appui financier du Canada pour l'aménagement de locaux de consultation externe et fourniture d'équipement dont machines à piler et, à mélanger les poudres pour accroître la production des médicaments.

«La médecine traditionnelle, si elle est bien organisée avec les vrais thérapeutiques, est à même de venir à bout de la lèpre au Sénégal. En connaissant les principes qui guident ce traitement, on peut proposer des modèles thérapeutiques aux autres pays», dit le Dr. Parès dont l'expérience n'est plus à démontrer.



● Face à la lèpre à Keur Massar, un acte de foi : chrétiens et musulmans sont liés ici par un vécu commun (photos en haut et en bas).



## «Affiches de cinéma»

Une exposition itinérante



**Mario**  
un film de Jean Beaudin inspiré  
du livre de l'écrivain canadien  
Claude Jasmin «La Sablière»

Entre Mario et Simon il n'y a jamais mésentente, il n'y a que complicité. Celle de Mario, âgé d'une dizaine d'années, est totale parce qu'il est un enfant bizarre, égaré, qui vit dans un «ailleurs», dans un monde absolu. Chez Simon, 18 ans, la complicité serait tout aussi totale si son entendement ne s'arrêtait pas à certaines frontières de l'univers de

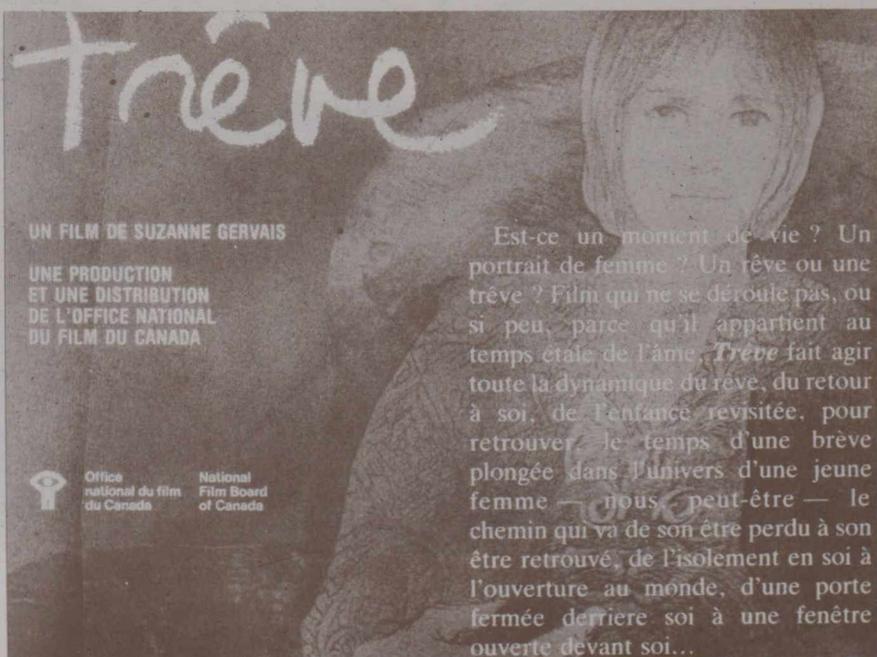
Mario. Mais Simon domine la situation et Mario en est parfaitement heureux. Simon est le seul qui le comprend et enrichisse ses facultés qu'un mal étrange semble désorienter. Mario peut être agressif avec les autres enfants mais il vénère Simon. Avec lui et pour lui, il pourrait tout faire, même mourir.

**A** FIN de permettre au grand public et aux cinéphiles africains de mieux se familiariser avec la récente production cinématographique du Canada, le ministère des Affaires extérieures du Canada a pris l'initiative de faire circuler une exposition d'affiches de cinéma dans plusieurs pays africains.

C'est le Maroc qui a été le premier pays à accueillir cette exposition itinérante. Elle a été présentée d'abord à Rabat et puis à Mohamedia, à l'occasion de la «Semaine culturelle de Mohamedia», au mois de juillet 1985. Elle a été aussi accompagnée de projections de films dont les courts métrages tels que «Voisins» et «Éléments 3» et le long métrage «Un homme», un film de Robin Spry.

Malgré la période des vacances, le public marocain est venu nombreux assister à l'inauguration de cette exposition qui donne un aperçu sur les meilleures réalisations récentes du cinéma canadien.

Après le Maroc, c'est l'Algérie qui a accueilli cette exposition au courant du mois d'octobre. Puis elle sera présentée à Abidjan, en novembre-décembre 1985, à Dakar en janvier

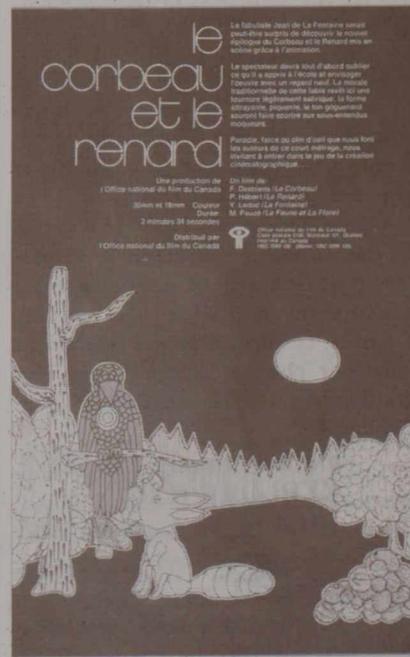


UN FILM DE SUZANNE GERVAIS

UNE PRODUCTION  
ET UNE DISTRIBUTION  
DE L'OFFICE NATIONAL  
DU FILM DU CANADA

Office national du film  
du Canada National Film Board  
of Canada

Est-ce un moment de vie ? Un portrait de femme ? Un rêve ou une trêve ? Film qui ne se déroule pas, ou si peu, parce qu'il appartient au temps étaié de l'âme. *Trêve* fait agir toute la dynamique du rêve, du retour à soi, de l'enfance revisitée, pour retrouver le temps d'une brève plongée dans l'univers d'une jeune femme — nous, peut-être — le chemin qui va de son être perdu à son être retrouvé, de l'isolement en soi à l'ouverture au monde, d'une porte fermée derrière soi à une fenêtre ouverte devant soi...



le  
corbeau  
et le  
renard

Le réalisateur Jean de La Fontaine nous invite à découvrir le monde magique du Corbeau et du Renard en animation.

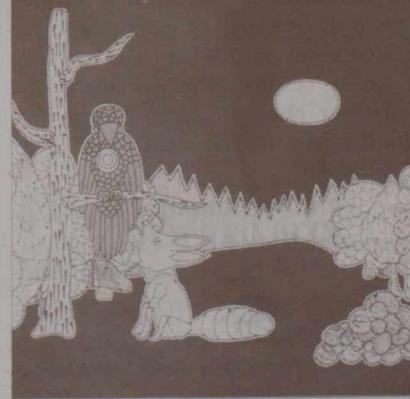
Le spectacle sera suivi d'un court métrage de 15 minutes et d'un documentaire de 10 minutes sur le monde du cinéma d'animation.

Présenté dans le cadre d'une série de courts métrages, nous invitons à entrer dans le jeu de la création cinématographique.

Une production de  
l'Office national du film du Canada  
Simon et Simon - Coeur  
D'acier  
2 minutes - 11 minutes

Office national du film du Canada  
Distribué par  
l'Office national du film du Canada

Office national du film du Canada  
Distribué par  
l'Office national du film du Canada



## Le Canada et l'Afrique



Photo : Parcs Canada

- Plus de 180 km de sentiers sillonnent les montagnes et les vallées du parc national des lacs Waterton, Alberta (photo Parcs Canada).

## Reflet d'un pays

### *Le Kaleidoscope des parcs canadiens*

■  Les paysages sont la principale caractéristique du Canada, a écrit le critique littéraire Paul West. Forêts immenses, prairies sans fin, lacs infinis, steppes de l'Arctique évoquent le Canada autant que le sirop d'érable ou le castor. Cette nature grandiose et sauvage a longtemps inspiré artistes et écrivains, tandis qu'elle modelait sans appel l'histoire du Canada, faisant dire à un premier ministre canadien que si certains pays avaient trop d'histoire, le Canada, lui, avait trop de géographie.

De nos jours, même s'il est devenu l'un des pays les plus industrialisés du monde, le Canada comprend encore de nombreuses régions intouchées par la civilisation, héritage national auquel les Canadiens sont très attachés. Le besoin de les protéger pour les générations futures a conduit à la création du plus grand réseau de parcs nationaux du monde : 31 parcs couvrant une superficie totale de plus de 13 000 km<sup>2</sup>. A ces parcs nationaux se sont ajoutés, au fil des ans, des parcs, lieux, monuments et canaux

historiques qui rappellent les grands moments de l'histoire ou des personnalités importantes.

Le Canada fait partie des 85 pays membres de la Convention de l'UNESCO sur le patrimoine international, dont l'objet est d'identifier et de protéger les biens culturels et naturels du monde entier considérés comme ayant une valeur universelle exceptionnelle. Plusieurs parcs canadiens font partie de la liste du patrimoine de l'UNESCO : le parc national de Nahanni (Territoires-du-Nord-Ouest), le parc historique national de l'Anse-aux-Meadows (Terres-Neuve), le parc provincial Dinosaur et le précipice à bisons Head-Smashed-In (Alberta), le parc national Kluane (Yukon), le Wood Buffalo National Park (Alberta et T. du N.O.), le parc provincial de l'île Anthony (Colombie-Britannique). Quatre parcs nationaux, Banff, Jasper, Yoho et Kootenay font partie du site du patrimoine mondial des parcs des Rocheuses canadiennes que l'on a ajouté à la liste en 1984. (Dans le parc Yoho se trouve le site des



## Le Canada et l'Afrique



Photo : Parcs Canada

- *Montagnes majestueuses et lacs d'émeraude font partie des beautés du parc national de Baff, Alberta.*

schistes argileux de Burgess). Lors d'une cérémonie officielle qui a eu lieu dans le cadre des activités marquant le centenaire des parcs nationaux du Canada, le duc d'Edimbourg a dévoilé en août 1985 une plaque commémorant ce site.

### 1885-1985, de Banff à Mingan

L'origine des parcs nationaux remonte à 1885 et coïncide avec la construction du chemin de fer transcontinental, à laquelle elle est d'ailleurs liée. Ce sont des ouvriers travaillant à la construction de la voie ferrée dans les Rocheuses qui, en 1883, découvrent les sources thermales. Le gouvernement canadien décide, en 1885, de réserver au domaine public une zone de 26 km<sup>2</sup> entourant ces sources appelées *Cave and Basin*. Deux ans plus tard, cette zone, portée à 673 km<sup>2</sup>, devient le parc des Montagnes Rocheuses qui prend le nom de parc national de Banff en 1930.

Cent ans après l'ouverture de Banff, le Canada possède des parcs nationaux dans toutes les provinces et dans les deux territoires. De Terra Nova, sur la côte est de Terre-Neuve, à Pacific Rim qui longe la côte ouest du Canada, de Pointe Pelée, refuge d'oiseaux migrateurs situé à la pointe méridionale du Canada, au parc na-

tional d'Auyuittuq, situé au nord dans l'île de Baffin, d'Elk Island, couvert de forêts et de prairies, à Mingan, aux sculptures naturelles étranges, du parc des îles du Saint-Laurent, qui ne compte que 4,1 km<sup>2</sup>, à Wood Buffalo qui en compte 44 807, les parcs reflètent l'étonnante diversité géographique du pays. Cinq d'entre eux se trouvent, en totalité ou en partie, au nord du 60<sup>e</sup> parallèle : le parc national de Wood Buffalo, qui sert d'habitat à un important troupeau de bisons, le parc national du Nord du Yukon, route d'immigration pour le troupeau de caribous de Porcupine, le parc national de Kluane où se trouve le mont Logan, le plus haut sommet du Canada, le parc national de Nahanni, qui renferme les spectaculaires chutes Virginia, hautes de 90 m, et le parc national d'Auyuittuq, au-delà du cercle polaire, dans lequel on trouve le massif cap Penny Ice, des fjords spectaculaires et des falaises de 900 mètres de hauteur.

Les parcs nationaux sont des lieux rêvés pour goûter la paix, le calme et la solitude. On peut s'y étendre ou parfaire ses connaissances de l'histoire naturelle, ou encore choisir parmi les nombreuses activités de loisir qu'ils offrent, celles qui conviennent le mieux à ses besoins. L'été, les plages de l'Île-du-Prince-Édouard, de Gros Morne, de Forillon ou de Pacific Rim sont sans pareilles.

## Le Canada et l'Afrique



Photo : Parcs Canada

● *Au cœur du parc national de Banff, se trouve la ville de Banff, que l'on voit ici, en 1913, alors qu'elle n'était encore qu'une ville frontière.*

Mais l'on peut aussi se baigner dans des sources thermales, à Banff, Jasper ou Kootenay. Des sentiers d'équitation permettent de découvrir les splendeurs de Banff, de Jasper, des lacs Waterton, de Yoho, de Prince-Albert et de Riding Mountain, tandis que le canot est le moyen tout désigné pour explorer les parcs nationaux de la Mauricie et de Kejimikujik. Les pêcheurs peuvent compter sur de bonnes prises à Terra Nova, à Fundy (où l'on peut également admirer les plus hautes marées du monde), dans les hautes terres du Cap Breton et en Mauricie. En hiver, la pêche sous la glace est populaire dans les parcs nationaux de Riding Mountain et de Jasper. Les pics enneigés des parcs nationaux glacier, Kluane et Auyuituq sont une invitation permanente aux alpinistes expérimentés tandis que les skieurs, débutants ou experts, peuvent s'en donner à cœur joie sur les pistes de Banff ou de Jasper, par exemple. Chaque parc se prête à une activité en particulier mais tous sont des endroits extraordinaires pour faire du camping, prendre des photos, partir en excursion, se détendre et pique-niquer. Des causeries, des randonnées, des présentations de diapositives et des sentiers balisés permettent de mieux connaître les parcs. Quelle que soit l'activité choisie, les visiteurs se rappelleront les paroles de Grey Owl, naturaliste, garde-chasse et écrivain :

«Donnez-moi un bon canoe, une paire de raquettes jibway, mon castor, ma famille et dix milles carrés de nature sauvage et je serais heureux».

Le patrimoine canadien compte un grand nombre d'éléments et de phénomènes naturels exceptionnels, trop petits pour devenir des parcs nationaux, mais qui méritent d'être protégés en raison de leur valeur éducative et scientifique. On étudie actuellement la possibilité de créer un réseau de sites canadiens qui permettrait de reconnaître nombre de ces sites naturels uniques et importants.

Un autre projet de Parcs Canada touche la création de parcs marins qui permettraient de conserver des espèces marines animales et végétales, uniques ou en voie de disparition. De tels parcs donneraient aussi aux visiteurs la chance d'observer de près les merveilles de ce milieu et de s'adonner à diverses activités aquatiques.



## Le Canada et l'Afrique

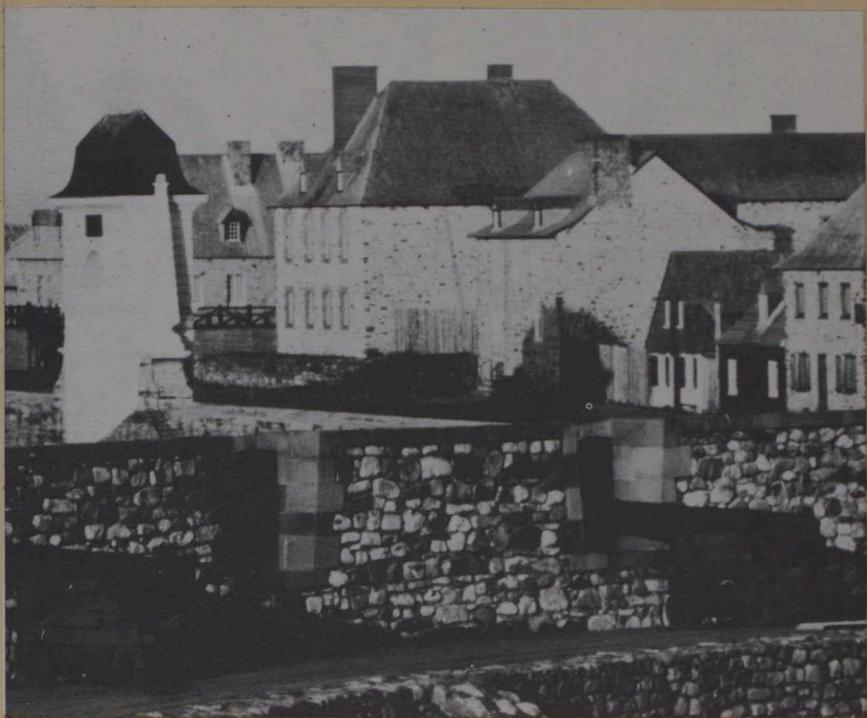


Photo : Parcs Canada

- Au XVIII<sup>e</sup> siècle, la forteresse de Louisbourg (Nouvelle-Ecosse) constituait la principale place forte et la plus grande base navale de la France en Amérique du Nord.

### A travers forêts et plaines, la marque de l'homme

Au Canada, les paysages tendent à éclipser les gens, comme l'a fait remarquer George Woodcock. La survie et l'adaptation des Canadiens à la nature sauvage de leur pays ont servi de thème à de nombreux ouvrages, depuis les récits des premiers explorateurs jusqu'aux romans contemporains de Frederick P. Grove (*Over Prairie Trails*), Louis Hémon (*Maria Chopdelaine*), Yves Thériault (*Agaguk*), Farley Mowat (*People of the Deer*) et autres. Mais peu à peu, l'homme a fait sa marque dans la pierre ou le bois, tissant un patrimoine historique que les Canadiens tiennent à conserver au même titre que leur patrimoine national nature : les vestiges d'une colonie viking établie vers l'an 1 000 à L'Anse-aux-Meadows (Terre-Neuve), la Citadelle d'Halifax (Nouvelle-Ecosse), les fortifications de la ville de Québec, le Palace Grand Théâtre des années de la ruée vers l'or à Dawson (Yukon), le cimetière amérindien de Port-au-Choix (Terre-Neuve), la phare Fisgard à Victoria (Colombie-Britannique), la cabine du poète Robert Service, chantre du Yukon, la maison d'enfance de Sir Wilfrid Lau-

rier (Québec), premier ministre du Canada de 1896 à 1911, province House, berceau de la Confédération (Ile-du-Prince-Edouard) en sont quelques exemples. Ces témoins du passé font partie d'un réseau de parcs et lieux historiques nationaux. La création du premier de ces parcs remonte à 1917. Il s'agit du fort Anne, en Nouvelle-Ecosse, construit entre 1702 et 1708 pour protéger Port Royal, le plus ancien établissement européen au nord de la Floride. Aujourd'hui, le Canada compte plus de 60 parcs et lieux historiques nationaux choisis pour leur importance culturelle, sociale, politique, économique, militaire ou architecturale. Dans certains de ces parcs, tels que le fort Langley (Colombie-Britannique) ou Lower Fort Garry (Manitoba) des hommes, des femmes et des enfants en costumes d'époque font revivre les us et coutumes d'un autre siècle. A la forteresse de Louisbourg (Nouvelle-Ecosse), le visiteur peut même se faire servir un repas du XVIII<sup>e</sup> siècle dans un décor également d'époque. Des plaques marquent l'importance de certains emplacements; par exemple celui de Cairns, amoncellements de pierres que l'on trouve dans le Grand Nord. Erigés pour guider les voyageurs, marquer les endroits de pêche et détourner la route des chasseurs en direction des chasseurs, ils témoignent du génie des populations autochtones du Grand Nord.



## Le Canada et l'Afrique

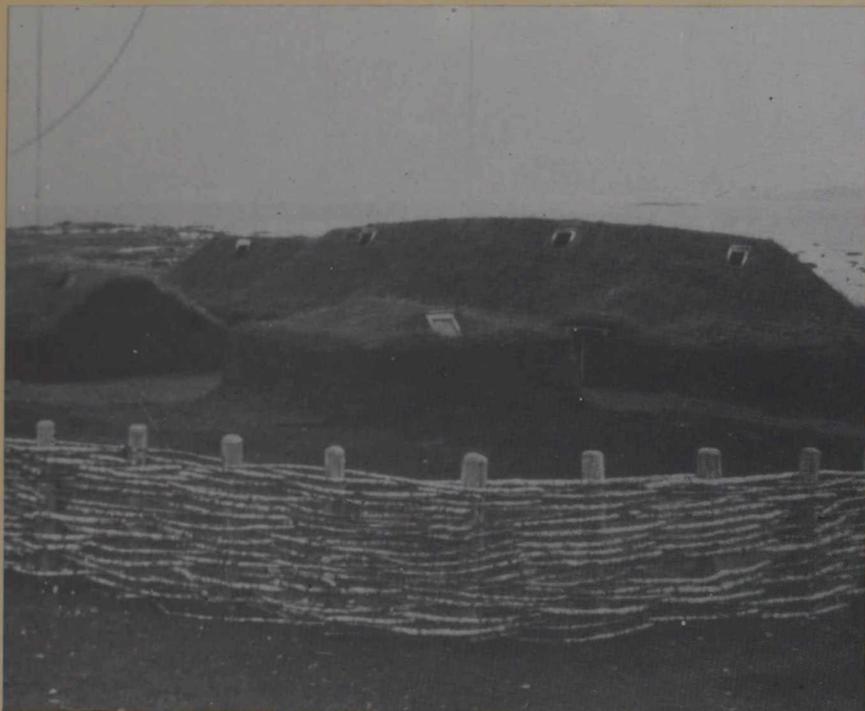


Photo : Parcs Canada

- *Vestiges d'une colonie viking installée à l'Anseaux-Meadows aux environs de l'an 1000.*

Le réseau comprend aussi quelque 750 plaques et monuments rappelant le souvenir de certaines personnalités; par exemple : Abraham Gesner, géologue et inventeur qui le premier distilla le kérosène, Charlie Edenshaw, sculpteur Haida, ou Nellie McClung, l'une des premières féministes.

### Rivières et canaux historiques

Certaines voies fluviales ont également une valeur historique importante. Avant l'arrivée des Européens, les autochtones les utilisaient pour se déplacer et ils y trouvaient leur nourriture; par la suite, l'écho de la pagaie des explorateurs et des voyageurs ont marqué leur rives. Souvent seuls moyens de communication, les cours d'eau ont joué jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle un rôle prédominant dans l'activité commerciale et l'exploration. Parcs Canada étudie en ce moment, de concert avec les gouvernements provinciaux et ceux des territoires, la possibilité de créer un réseau national qui serait en quelque sorte un pendant à celui des canaux historiques.

Construits pour faciliter la défense ou le commerce, les canaux du Canada sont passés sous la juridiction du gouvernement fédéral après la Confédération à cause de leur importance

dans les transports. Neuf de ces canaux relèvent maintenant de Parcs Canada qui les protège, les conserve et met en relief leurs éléments historiques au profit des générations actuelles et futures. Ce sont : en Ontario, le canal Sault-Ste-Marie, le



- *La taille de l'arbre à gauche donne une idée de la luxuriance de la végétation que l'on trouve dans le parc national de Pacific Rim, le long de la côte ouest du Canada.*



## Le Canada et l'Afrique



Photo : Parcs Canada

- *De nos jours, le Canal Rideau à Ottawa sert surtout à la navigation de plaisance.*

canal Trent-Severn, le canal Rideau; au Québec, le canal Chambly, le canal Saint-Ours, le canal Carillon, le canal Sainte-Anne-de-Bellevue, le canal Lachine; en Nouvelle-Ecosse, le canal St. Peters. Le canal Rideau (196,8 km) qui relie Ottawa à Kingston en constitue un exemple. S'il a joué un rôle important dans le commerce du Canada au XIX<sup>e</sup> siècle, aujourd'hui, il sert surtout à la navigation de plaisance. Les visiteurs peuvent découvrir à chacun des postes d'écluse des aspects de l'activité passée ou admirer de très beaux bâtiments anciens.

### **Parcs Canada, maître d'œuvre et architecte**

Les parcs nationaux relèvent du ministre de l'Environnement et ils sont administrés par Parcs Canada dont l'objet est de «sauvegarder à jamais les endroits qui constituent d'importants exemples du patrimoine naturel et historique du Canada et de favoriser pour le public la connaissance, l'appréciation et la jouissance de ce patrimoine de manière à le léguer intact aux générations à venir».

Parcs Canada se compose d'une administration centrale, installée dans la capitale nationale, de cinq bureaux régionaux situés à Québec,

Halifax (Nouvelle-Ecosse), Cornwall (Ontario), Winnipeg (Manitoba) et Calgary (Alberta). Cependant, soixante-dix pour cent de son personnel travaillent dans les parcs ou aux abords des canaux. Ce personnel comprend, entre autres, des gardes, des historiens, des architectes, des mesuriers, des chercheurs, des maîtres éclusiers et des guides.

L'administration centrale s'occupe de l'élaboration d'une politique d'ensemble, de la coordination des programmes, de la planification du réseau et de la recherche à long terme. De leur côté, les bureaux régionaux sont chargés de la mise en œuvre et de l'aménagement des sites, de l'administration quotidienne des parcs, des lieux et des canaux historiques, de la recherche appliquée dans des domaines précis, ainsi que de la planification et des activités. Tous les projets, y compris ceux qui touchent les loisirs, doivent être compatibles avec la protection des ressources.

Parcs Canada reçoit l'aide de nombreux bénévoles qui accomplissent des tâches variées : participation à des fouilles archéologiques et à des visites guidées ou préparation de présentations photographiques et audiovisuelles, par exemple. Les bénévoles peuvent devenir membres d'associations coopératives, organismes privés à but non lucratif qui offrent divers services tels que la visite à la chandelle de la forteresse de Louis-



## Le Canada et l'Afrique



Photo : Parcs Canada

- *Wood Buffalo (Alberta) est le plus vaste des parcs nationaux du Canada et le seul territoire de nidification de la grue blanche d'Amérique.*

bourg, des voyages d'observation de baleines, la présentation de costumes d'époque, l'établissement de musées ou de magasins de souvenirs dans les parcs.

### Commémorer le passé, saluer l'avenir

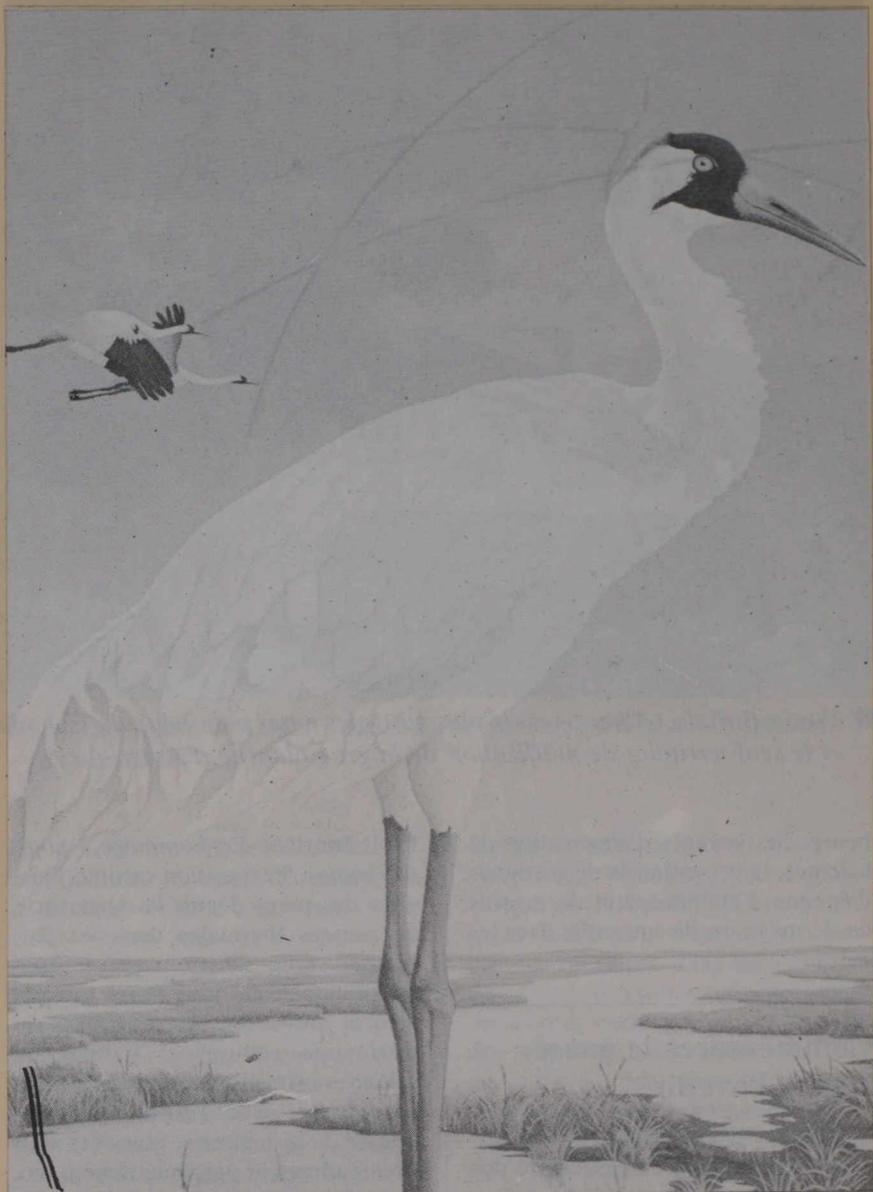
Les célébrations du centenaire des parcs nationaux ont fait l'objet d'un programme aussi chargé que varié, grâce aux efforts concertés de Parcs Canada, des bénévoles et de divers groupes. Parmi les faits saillants se trouvent, outre la proclamation par l'UNESCO de l'inscription de nouveaux parcs nationaux à la liste du patrimoine mondial, l'inauguration d'un nouveau parc historique appelé le port de Québec au XIX<sup>e</sup> siècle, la publication d'un livre sur les sources *Cave and Basin*, l'ouverture du Parc historique national du commerce et de la fourrure à Lachine (Québec), la production de films sur les parcs, l'inauguration du Centre d'interprétation du Centenaire des parcs nationaux, aux sources thermales *Cave and Basin*, à Banff. Des activités spéciales ont prit place tout au long de l'année à l'occasion d'événements annuels tels que la fête du Canada ou le jamboree scout canadien. Une exposition itinérante du Centenaire a parcouru le Canada à partir d'octobre

1984. Intitulée *En hommage à notre patrimoine*, l'exposition raconte l'histoire des parcs depuis la découverte de sources thermales dans les Rocheuses. Elle illustre aussi le rôle international que joue Parcs Canada dans la protection des ressources du patrimoine culturel et naturel de valeur universelle. Le centenaire correspondant avec l'Année internationale de la Jeunesse, plusieurs activités s'adressent particulièrement aux jeunes.

L'une des activités importantes



## Le Canada et l'Afrique



- *La grue blanche, le plus grand oiseau de l'Amérique du Nord, est une espèce en voie de disparition. Elle pond rarement plus de deux œufs par an.*

pour l'avenir des parcs est l'Assemblée générale des comités consultatifs régionaux pour le patrimoine de demain, qui s'est tenu à Banff du 4 au 8 septembre sur le thème de la préservation et de l'utilisation des sites du patrimoine pour l'avenir. Il y était question de l'ouverture d'autres parcs afin que le réseau, une fois terminé, protège chacune des 48 régions naturelles qui illustrent de façon éloquentte la diversité des paysages et des ressources du Canada en particulier de sa faune et de sa flore. La réunion a abordé la question de la pollution et de la coexistence de zones protégées et de zones récréatives à proximité des centres urbaines. Ces deux questions sont d'une importance primordiale car, comme le faisait déjà re-

marquer, il y a plus d'un siècle, Henry David Thoreau, essayiste et poète américain, le monde a besoin de la nature sauvage pour survivre ; c'est pourquoi l'homme importe le plus possible de verdure dans les villes modernes de béton. De la forêt et de la nature sauvage, l'humanité tire le tonique qui la fortifie, disait encore Thoreau. Vérité que reconnaît le Canada dans ses efforts pour préserver à l'intention des générations futures le plus bel héritage qui soit. Les Canadiens de demain pourront dire, comme le poète Christopher Chapman :

J'ai senti  
Forêts et ciel des prairies,  
Montagnes et lacs  
Chaleurs, espaces gelés... ■



## Le Canada et l'Afrique

février 1986 et pour terminer à Yaoundé en 1986. Les dates précises d'exposition seront communiquées ultérieurement par l'ambassade canadienne des pays d'accueil respectifs afin que le public puisse venir assister nombreux à cet événement culturel.

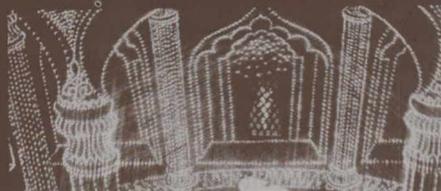
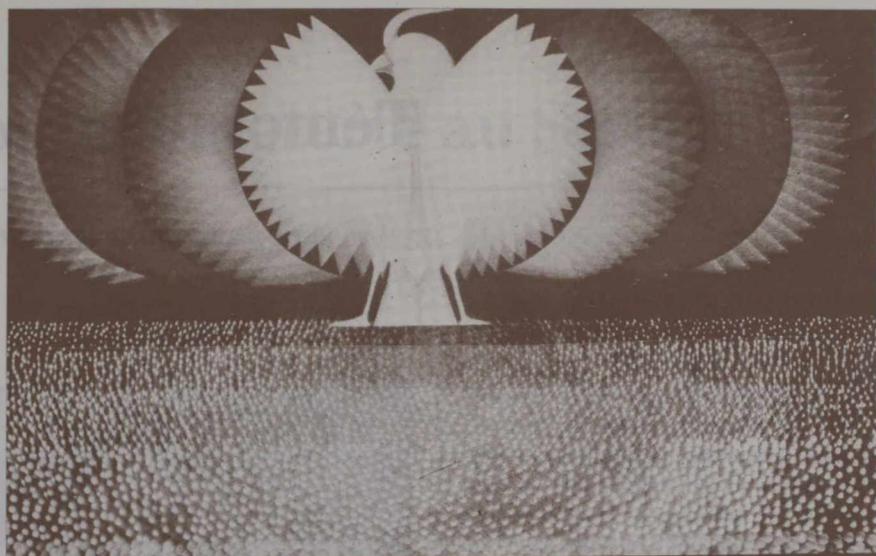


### Prêts de films de l'Office national du Canada

La plupart des Ambassades canadiennes disposent d'une cinémathèque de films de 16 mm. Ces films dont la grande partie a été réalisée par l'Office national du Film du Canada, peuvent être empruntés par le grand public, à titre gracieux. En plus des films documentaires dont nombreux sont destinés aux établissements d'enseignement scolaire et universitaire, les cinémathèques contiennent des films d'animation et aussi des films sur les sports, les arts et la culture, sur l'habitat, les transports et sur les problèmes sociaux et démographiques.

Certaines cinémathèques disposent aussi, depuis quelque temps, des films en vidéo VHS adaptés au circuit local.

Toutes les personnes intéressées sont invitées à venir prendre connaissance des films des cinémathèques, qui peuvent constituer des supports audio-visuels intéressants pour les enseignants, les animateurs culturels et les encadreurs du domaine social.



Ce film qui a reçu une nomination à un Oscar en 1985 fait appel à toute une gamme de techniques d'animation pour obtenir la lumière chatoyante qui le caractérise : découpages, couleurs appliquées à la main sur papier

et feuilles d'acétate, expositions multiples ; éclairage en contre-jour des arrières plans et des personnages ; procédés de cache divers et mouvements de caméra assistée par ordinateur. Des milliers de petites perforations pratiquées dans du papier noir épais éclairées en contre-jour dessinent les contours du palais et de ses ailes. Un filtre en étoile, posé sur l'objectif, fractionne la lumière traversant chaque perforation pour créer un effet de vapeur lumineuse percée de rayons éclatants.

### Prix spécial pour un film

Jean Beaudry et François Bouvier, réalisateurs du film *Jacques et Novembre*, viennent de remporter un prix spécial du jury au Festival international du film de Tokyo.

L'auditoire qui assistait à la projection de *Jacques et Novembre*, près de 1.000 personnes, a été ému aux larmes par ce film québécois ; celui-ci a été choisi dans le cadre d'un concours fort difficile puisque seulement 16 des 500 longs métrages visionnés par les responsables de la sélection précédant la compétition Young Cinéma 85 ont été retenus.

*Jacques et Novembre* est un film qui relate «la mort en direct» d'un jeune homme de 32 ans, condamné par la maladie. Le héros nous fait partager sa vie quotidienne par le biais de son journal-vidéo ; il le fait sans larmoiement, avec humour, tendresse et simplicité.

### Pour du pain, un film tourné et réalisé par Jacques Vallée lors d'un séjour au Mali.



Arrivant au Mali comme conseiller en audiovisuel dans le cadre d'un programme d'alphabetisation, le réa-

lisateur a d'abord été frappé par la nature des relations qui existent entre les coopérants et les Africains. Afin de mieux cerner cette réalité il s'est éloigné des grands centres urbains et est allé voir comment le peuple malien perçoit l'aide au développement.

**Réalisation :**  
Jacques Vallée

**Montage :**  
Pascal Gélinas

**Assistant à la réalisation :**  
Abdoulaye Seck

**Consultants :**  
Arlette Dion,  
Jean Charlebois

**Image :**  
Abdoulaye Sidibé

**Texte du commentaire :**  
Alkali Kaba,  
Jean Charlebois

**Assistants :**  
Marcellin Diara,  
Sidi Coulibaly

**Administration :**  
Jacqueline Rivest

**Son :**  
Arouna Touré

**Production :**  
Jacques Vallée

## Témoignage...

... Un stage pas comme les autres

**I**NVITE par le gouvernement provincial du Québec, je viens d'effectuer, au mois d'août, un stage de perfectionnement au Canada en ma qualité de directeur technique national de natation du Sénégal. Cette invitation faisait suite à la visite du ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche du Québec, M. Jacques Brassard, au Sénégal, au mois de mai 1984, visite qui fut l'occasion de la signature d'un protocole concernant la coopération dans le domaine des sports, notamment en natation. Dans ce protocole, il fut convenu de l'envoi d'un expert sénégalais en natation au Québec et d'une participation éventuelle du Québec au financement de la construction d'une piscine olympique à Dakar.

L'invitation que j'ai reçue, témoigne de la diligence de la mise en application de ce protocole d'accord et de détermination du gouvernement provincial du Québec à œuvrer pour une coopération fructueuse entre le Sénégal et le Canada. Elle démontre aussi la prise de conscience des pouvoirs publics sénégalais de la nécessité d'améliorer la formation des cadres sénégalais en natation.

Le stage que j'ai suivi au Québec a été bénéfique à plus d'un titre. Sur le plan administratif, j'ai eu des contacts fructueux avec les dirigeants de la natation canadienne et les services de sécurité et de sauvetage de baignade dont ceux de la Croix Rouge canadienne. J'ai aussi obtenu une vue d'ensemble du fonctionnement des structures fédérales, des modalités de leur gestion et j'ai pu visiter de nombreuses infrastructures d'activités aquatiques.

Ce qui m'a beaucoup impressionné c'est, d'une part, le rôle de l'Etat et celui des municipalités dans la construction et la gestion des infrastructures aquatiques, et d'autre part, l'adhésion totale de la population à la cause de la natation.

Sur le plan technique, je me suis enrichi de nombreuses expériences



● Karim Thioune entouré de Michel Marcoux, représentant de ESSO (à gauche) et André Fournier, encadreur et entraîneur des programmes de la Fédération de natation du Québec (à droite) lors des championnats nationaux du Canada en juillet 1985.

pratiques et j'ai fait connaissance avec des entraîneurs canadiens de grande renommée. J'ai pu assister au camp d'entraînement des championnats d'été de natation du Canada, dotés de la coupe ESSO, à Montréal, et aussi aux Jeux du Québec, à Charlesbourg.

De nombreux points ont attiré mon attention : l'importance en nombre et en qualité des pratiquants, l'utilisation des moyens audio-visuels dans l'entraînement, l'évolution des sciences de l'entraînement, la vigueur dans la programmation et dans l'évaluation, la pertinence des objectifs fixés, les stratégies opératoires et les moyens déterminants pour atteindre les objectifs définis.

Le fait d'avoir rencontré toute l'élite de la natation canadienne lors des championnats d'été au Canada a beaucoup enrichi mon stage. J'ai aussi été séduit par la prestation et le jeune âge de ces champions dont Alex Baumann, titulaire du record

olympique aux 200 m quatre nages.

A mon retour au Sénégal, je souhaite pouvoir faire profiter à mes collègues, cadres de formation, entraîneurs, animateurs et surveillants de baignade, de l'expérience et l'enseignement bénéfiques que mon stage au Québec, malgré sa courte durée, m'ont apportés.

Il reste à souhaiter que le ministère de la Jeunesse et des Sports du Sénégal, la Fédération sénégalaise de natation et de sauvetage et la municipalité de Dakar se concertent pour trouver une solution urgente afin de doter notre jeune capitale d'une piscine olympique. ■

**Abdou Karim THIOUNE**

\*Abdou Karim Thioune est professeur d'éducation physique et sportif, entraîneur de natation de troisième degré, et directeur technique national de la natation sénégalaise. Il est aussi conseiller pédagogique régional à Dakar.

## Le Canada et la foresterie au Sénégal

*Une collaboration riche en réalisations (1)*

**L**E Sénégal est depuis plusieurs années confronté à une situation de désertification qui sévit à des degrés plus ou moins graves dans les différentes régions écologiques du pays.

Il est dit dans le Projet du VII<sup>e</sup> Plan de développement économique et social (1985-1989), élaboré par le ministère sénégalais du Plan et de la Coopération, que la couverture végétale disparaît à un rythme de 100.000 ha par année. Et il est reconnu que les feux de brousse contribuent à ce phénomène.

D'autre part, le gouvernement du Sénégal cherche, par de nombreux moyens, à atteindre l'auto-suffisance alimentaire de ses quelque 6.500.000 habitants. L'avance des dunes littorales tout le long de la Grande Côte entre l'embouchure du fleuve Sénégal au nord et le Cap-Vert plus au sud représente un handicap sérieux à l'augmentation, à long terme, de la production maraîchère. En effet, des périmètres maraîchers en entier ont disparu sous les sables.

### Historique

Désireux de coopérer aux efforts du Sénégal en matière de développement, le gouvernement du Canada signa avec le gouvernement du Sénégal, en 1975, un premier protocole d'entente concernant le secteur forestier de l'économie sénégalaise.

En vertu de ce protocole, le Canada apportait au Sénégal une assistance technique et des moyens matériels pour la lutte contre les feux de brousse en Casamance, dans le Sud du Sénégal.

Entre 1976 et 1979, le Canada offrit donc au Sénégal un lot d'équipement lourd et d'outils manuels devant servir à l'extinction des feux de brousse, ainsi qu'une assistance technique pour la mise sur pied d'une organisation de lutte anti-incendie, pour l'élaboration des techniques appropriées de prévention et d'extinction des

feux, pour la formation des cadres sénégalais et pour la vulgarisation auprès des villageois des techniques de lutte anti-incendie.

De plus, des bourses furent offertes à des forestiers sénégalais pour la poursuite de leurs études.

Le financement direct de ce projet par l'Agence canadienne de Développement international (ACDI) prit fin en 1980. Mais les structures et les activités furent maintenues grâce à un apport financier du Fonds de contrepartie canado-sénégalais qui est approvisionné par le biais d'une aide alimentaire offerte au Sénégal par le Canada.

De 1980 à ce jour, les activités du projet ont été menées par des cadres sénégalais à travers le PPFC (2) ou venus par la suite se joindre à l'équipe en place.

En 1979, l'aide du Canada au Sénégal s'étendit à un autre domaine impliquant des actions forestières.

Le gouvernement du Sénégal avait, en effet, présenté au Canada une requête de financement pour la fixa-

tion des dunes qui menaçaient le maraîchage dans le Gandiolais (3).

Une première campagne fut financée par le Fonds de contrepartie canado-sénégalais, à titre d'essai, en 1979. Son but était de fixer les sables sur une superficie de 50 ha en une bande de 1.000 m de long sur 500 m de large.

L'expérience acquise cette année-là permit d'envisager la fixation des sables sur une bande littorale longue de 31 km et large de 500 m. Ces actions, qui se poursuivent à ce jour, ont exigé des investissements. On a construit, au cœur de la zone d'intervention, un hangar, un entrepôt, une salle de réunion et un logement pour les cadres du projet. Une pépinière d'une superficie de 1 ha a aussi été aménagée.

Depuis novembre 1984, un conseiller administratif et technique forestier canadien est en fonction à Dakar sous l'égide du Projet C.A.T. (4). Comme son titre l'indique, il est conseiller auprès des directeurs des projets décrits dans ces pages. →



● Remise de certificats aux participants d'un séminaire local de vulgarisation des méthodes de lutte contre les feux de brousse à Camaracounda, en mai 1985.

### La lutte contre les feux de brousse dans le Sud du Sénégal

Depuis 1980, les activités de lutte contre les feux de brousse dans les deux régions de Kolda et Ziguinchor, dans le sud du Sénégal, se poursuivent sur le financement du Fonds de contrepartie canado-sénégalais.

Mais, reconnaissant les succès du passé — et du présent — et la priorité qu'accorde le gouvernement du Sénégal à la lutte contre les feux de brousse dans le cadre de son programme de lutte contre la désertification, l'ACDI a accepté de reprendre son financement direct du projet. Elle maintient aussi son financement par le biais du fonds de contrepartie.

La mise en place de la deuxième phase de financement direct est imminente. Elle permettra la poursuite de l'objectif du projet, qui est d'assurer une protection adéquate aux vastes investissements dans l'aménagement intensif des forêts des régions du Sud consentis par le Sénégal et ses bailleurs de fonds.

Cet objectif sera poursuivi à travers les deux buts du projet qui sont :

- a) de mettre sur pied dans les régions du Sud un système de protection modèle qui servira d'exemple à tout le Sénégal et aux pays voisins intéressés, et
- b) de doter la population d'une conscience vraiment forestière par l'enseignement des méfaits du brûlage intempestif et incontrôlé ainsi que des techniques appropriées de l'usage du feu, et par la fourniture de matériel de lutte contre les incendies.

Certes, beaucoup a déjà été fait en ce sens, mais il y a lieu de revoir et de repenser, si nécessaire, le système actuel et de renouveler certains composants du matériel. Une assistance technique est prévue en ce qui concerne l'organisation du système et la gestion de ces moyens.

### La protection du potentiel maraîcher dans la zone des Niayes au nord du Sénégal

Bien que les actions du Projet autonome de fixation des dunes du Gandiolais aient un caractère tout à fait forestier, le projet en est un de développement du maraîchage.



● Cuvette maraîchère de Gabar (Rao), typique de celles à protéger de l'ensablement (avril 1985).

Son objectif est de protéger le potentiel maraîcher du Gandiolais, ce qui permettra sa mise en valeur pour une contribution à l'auto-suffisance alimentaire du Sénégal.

Cet objectif sera atteint par la poursuite du but du projet, qui est de fixer une bande littorale de 500 m de large, de créer des brise-vents autour des périmètres maraîchers menacés d'ensablement et le long de la principale route d'accès à la région, et d'encourager la réalisation d'actions de reboisement en milieu villageois.

Vu leur importance pour le Sénégal et les succès connus à ce jour, toutes ces actions continueront à être financées par le Fonds de contrepartie canado-sénégalais. De plus, un financement direct de l'ACDI dont l'installation est imminente, permettra de renouveler le parc de véhicules et d'acheter d'autres biens nécessaires à la poursuite des activités.

### Conclusion

La participation du Canada aux efforts du Sénégal pour protéger son terroir contribue à la poursuite de l'auto-suffisance de ce pays en ce qui concerne l'alimentation et les produits forestiers, et s'inscrit dans le cadre des programmes d'actions prioritaires qu'a identifiés le gouvernement du Sénégal en vue du développement économique et social du pays.

Cette collaboration, qui fêtera

bientôt son dixième anniversaire, est déjà riche en réalisations.

Le Canada, à travers de l'ACDI, est intéressé à maintenir son appui au Sénégal dans ce domaine, ce qui se manifeste par l'installation d'un nouveau financement direct de deux projets et la continuation du financement de roulement des projets existants par le biais du Fonds de contrepartie canado-sénégalais. ■

Par J. Denys BOURQUE

(1) - Contribution personnelle de J. Denys Bourque, membre de la « Association of Registered Professional Foresters of New-Brunswick, Inc. » et Conseiller administratif et technique — Forêts dans le cadre de la Coopération canado-sénégalaise.

(2) - Projet de protection des forêts de la Casamance, devenu depuis le Projet autonome de promotion et de protection des forêts du Sud (PPFS ou PFC).

(3) - Le Gandiolais est une petite région géographique sur le littoral nord du Sénégal. Il tient son appellation du village de Gandiole, l'un des plus importants des environs.

(4) - Le sigle C.A.T. signifie Conseiller administratif et technique. Un projet, qui porte le nom de Projet conseillers administratifs et techniques ou Projet C.A.T., fait l'objet d'un protocole d'entente entre le gouvernement de la République du Sénégal et le gouvernement du Canada.

(5) - Le Canada, à travers le Centre de recherche pour le développement international, finance des projets de recherche au Sénégal. Certains de ces projets concernent le secteur forestier.

## Le Centre canadien de télédétection

*Un outil précieux pour l'avenir*

**L'**EXPLORATION géologique, la lutte contre les incendies de forêt, l'évaluation des récoltes, l'étude des problèmes de drainage du sol sont quelques-uns des nombreux domaines qui, d'ores et déjà, bénéficient de la télédétection, technique de l'ère spatiale qui pourrait être la réponse aux problèmes de gestion des ressources de la terre.

### La télédétection

Les satellites artificiels sont déjà bien connus pour leur utilisation dans le domaine des télécommunications ou des prévisions météorologiques. Mais on peut également les utiliser pour l'observation à distance de la terre et de ses ressources, selon une technique appelée télédétection, basée sur la collecte des données à la fois par satellites et par systèmes aéroportés.

«Les satellites d'observation de la Terre sont des véhicules spatiaux munis de capteurs électroniques qui observent la surface de la Terre. Chaque point de lecture du capteur, appelé aussi pixel, est transmis à une station de réception au sol par radio. Le signal radio est ensuite décodé et reproduit en image originale. Chacune des images est constituée d'environ 7.500.000 points de lecture, une image entière couvrant environ 34.000 km<sup>2</sup> (1)». Les données spatiales offrent une perspective élargie et un suivi régulier, difficiles à obtenir par d'autres moyens. Par contre, elles ont une résolution moindre que celles obtenues par avion et le cycle invariable des orbites d'un satellite ne permet pas d'avoir des données aussi fréquentes qu'il serait parfois nécessaire. C'est pourquoi on utilise en complément des données obtenues d'un avion.

La télédétection convient parfaitement à un pays aussi vaste que le Canada, dont la superficie (9,9 millions de kilomètres carrés) comprend de vastes étendues peu ou pas habi-



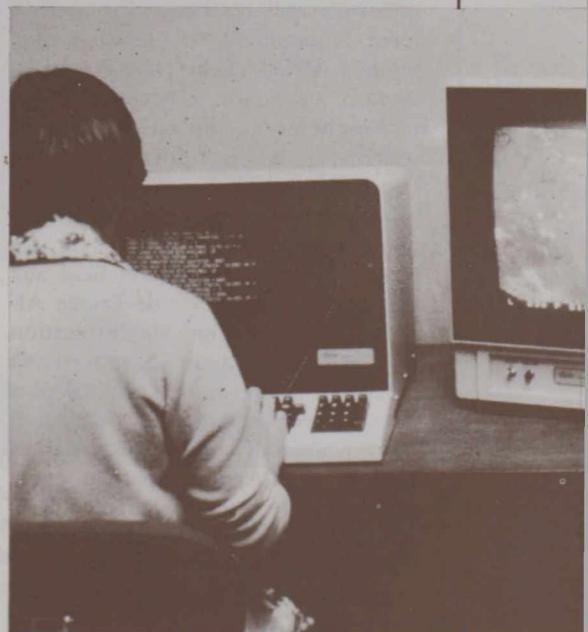
- *Image multispectrale de Landsat accentuée pour faciliter la gestion des pâturages de l'Ouest canadien. Cette image fournit un exemple de données utilisées par les exploitants de type d'accentuation; les pâturages de bonne qualité sont de couleur plus foncée, les moins bonnes de couleur plus claire.*

tées. Le gouvernement a donc mis en œuvre un programme national de télédétection dont le double objectif est la gestion des ressources et la surveillance des changements de l'environnement. L'organisme central responsable de ce programme est le Centre canadien de télédétection (CCT) créé en 1972 au sein du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

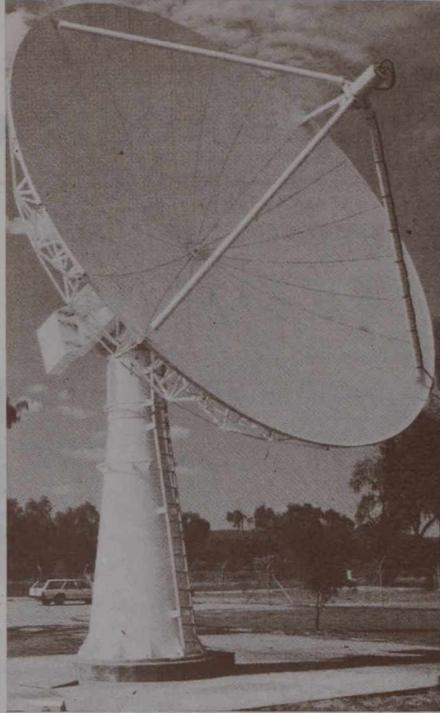
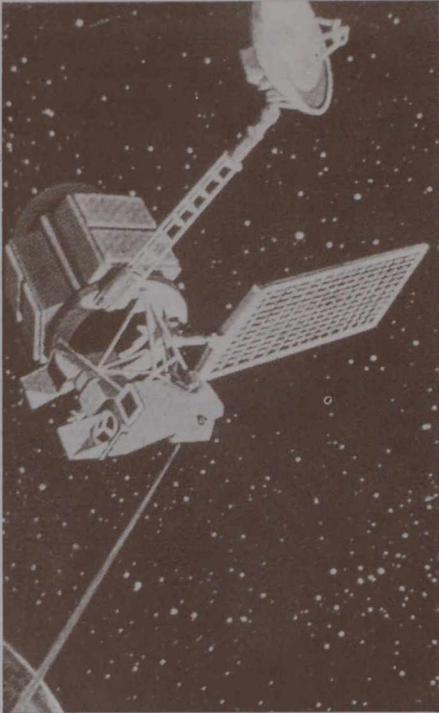
Les activités du Centre peuvent se répartir en cinq volets :

— les applications, en vertu desquelles le personnel du CCT met au point et teste de nouvelles méthodes

- *Le système d'analyses d'images numériques ARIES II (photo du centre de télédétection).*



## Le Canada et l'Afrique



● Le satellite Landsat-5 et la station de réception Landsat construite en Australie (photo page couverture).

et techniques de télédétection applicables à la gestion des ressources, et entreprend des projets d'application de concert avec les utilisateurs. Les projets menés actuellement touchent les domaines suivants : sylviculture, agriculture, aménagement du territoire, ressources en eau, exploration minière, océanographie, reconnaissance des glaces et protection de l'environnement;

— les opérations par satellite, qui consistent à recevoir, à traiter et à distribuer les données obtenues par satellite. Le Centre possède une station terrienne à Prince Albert (Saskatchewan) où il reçoit les signaux de satellites d'observation de la terre, notamment des satellites des séries LANDSAT et NOAA; à ces signaux on ajoute, si nécessaire, des renseignements obtenus d'autres sources, puis on traite et restitue l'ensemble sous la forme d'une image photographique ou d'un enregistrement numérique pour ordinateur. Le Centre distribue le produit final aux utilisateurs. La station de Prince Albert fait l'objet d'une modernisation constante afin d'avoir les moyens de réception et de traitement les plus avancés pour les satellites de gestion de ressources, y compris les satellites ERS-1, de l'Agence spatiale européenne, et le satellite canadien RADARSAT. On construit actuellement à Gatineau (Québec) une station qui recevra des données-images du satellite français SPOT;

— les opérations aéroportées, dans le cadre desquelles on utilise trois avions spécialement équipés des capteurs les plus perfectionnés qui soient dans les domaines optiques, radar et laser. Les appareils sont aussi dotés d'instruments de navigation permettant la localisation très précise de leur objectif, ainsi que d'un système de gestion des données qui enregistre et annote en vol les données produites par plusieurs capteurs en fonctionnement simultané;



● Falcom Fan-Jet (en haut) et Convair 580, équipés de capteurs optiques, radar et laser hautement perfectionnés. Les avions sont aussi dotés d'instruments de navigation ainsi que d'un système de gestion des données.

— la recherche et le développement, dans le cadre desquels les chercheurs mettent au point de nouvelles méthodes de traitement et d'analyse des données et de leur application. Les efforts portent également sur la recherche dans le domaine des capteurs et de leurs systèmes auxiliaires. La recherche se fait très souvent en collaboration avec l'industrie;

— le service d'assistance à l'utilisateur, grâce auquel le public peut s'informer sur le Centre, sur ses travaux en cours, ses installations, et où il peut également obtenir les renseignements techniques dont il a besoin. Ce service possède une bibliothèque riche en livres, rapports, réimpressions, diapositives, films et ouvrages de référence sur la télédétection, ainsi qu'une importante collection d'images LANDSAT. La plupart de ces documents sont catalogués sur ordinateur, de sorte que les utilisateurs ayant accès à un terminal peuvent consulter les fichiers de la bibliothèque du CCT où qu'ils se trouvent au Canada. Un autre fichier sur ordinateur permet de choisir les images LANDSAT en interrogeant un terminal. A l'aide de ce fichier, les utilisateurs peuvent obtenir une liste des images correspondant à toutes les régions du Canada qui les intéressent, selon la couverture nuageuse et la qualité de l'image. On trouve à la bibliothèque du CCT, un choix de clichés pris au cours de la mission américaine Skylab, des images obtenues par le satellite météorologique NOAA, un répertoire des lignes de vol réalisées en mission aéroportée, et une photothèque contenant de la documentation et des exemples d'images provenant de projets déjà achevés. On peut obtenir les images sous la forme de photos en noir et blanc ou en couleurs, de clichés transparents ordinaires (23 x 23 cm) ou sur quatre bandes de 70 mm (2).

Depuis sa fondation, le Centre canadien de télédétection a partagé ses connaissances et son expérience avec de nombreux organismes d'autres pays. Il a également pris part à des projets tels que ERS-1 et, à la suite d'un accord avec l'Agence spatiale japonaise, le Centre a assuré la lecture du satellite japonais MOS-1 pendant deux ans après son lancement (effectué fin 1980) en échange d'une mission du Convair 580 canadien et de son radar synthétique au Japon, mission exécutée à l'automne 1983.

## Le Canada et l'Afrique

### RADARSAT, exemple de la haute technologie canadienne

Les chercheurs du Centre canadien de télédétection sont en train de mettre au point l'un des satellites les plus perfectionnés du monde, le RADARSAT, qui servira à de multiples usages sur terre et sur mer, par exemple : la surveillance des glaces de l'Arctique, l'observation des cultures, la détection des fuites de pétroles et la prospection minière.

La vocation de RADARSAT sera tant commerciale que scientifique et les données qu'il recueillera seront vendues à des utilisateurs déterminés. Son lancement, prévu en 1999, permettra aux bateaux et navires de ravitaillement, faisant la navette entre les gisements de pétrole et de gaz de l'Arctique et les marchés du Sud, d'emprunter à longueur d'année le passage du Nord-Ouest, l'une des voies maritimes posant le plus de difficultés aux navigateurs. L'industrie du pétrole et du gaz pourra ainsi épargner environ 100 millions de dollars par année sur le coût du transport.

L'utilisation du RADARSAT ne se limitera pas à l'exploitation des ressources de l'Arctique. Ce satellite sera particulièrement utile en agriculture parce qu'il pourra mesurer l'humidité du sol et de la végétation, ainsi que la salinité du sol. Il permettra d'observer l'état des cultures, de prévoir l'importance des récoltes et il facilitera le contrôle et la commercialisation des réserves. Il sera aussi d'une aide précieuse pour la cartographie du bois d'œuvre, l'observation de la régénération des forêts et la surveillance des incendies de forêt. Sensible à la texture de la surface des eaux, le satellite pourra découvrir de nouvelles sources d'eau douce, prévoir des inondations, détecter des fuites de pétroles et observer les courants qui peuvent nuire aux forages en mer.

RADARSAT pourra également mesurer la densité et la profondeur de la neige, ce qui lui permettra de produire des données sur sa répartition, lesquelles faciliteront la gestion des réservoirs, l'irrigation des cultures, les aménagements hydroélectriques et la prévision des inondations.

Les détecteurs du radar à ouverture synthétique (ROS) dont sera équipé

RADARSAT pourront distinguer avec précision les variations des types de végétation et du relief de la surface terrestre, et fournir aux géologues des indications utiles sur les détails du sous-sol. Par exemple : l'observation des zones de fractures superficielles peut permettre de mettre en évidence des structures propices à l'accumulation de gaz.

RADARSAT traitera ces images à raison d'un million de kilomètres carrés par jour.

### Harmonisation des besoins et de la technologie

Une caractéristique unique du Programme national canadien de télédétection est l'harmonisation profonde des moyens techniques avec les besoins réels des utilisateurs. Cette harmonie, qui a permis de développer des systèmes économiques et ef-

ficaces répondant bien aux exigences des utilisateurs, résulte, en fait, du défi que doivent relever les responsables des ressources naturelles au Canada, chargés de la gestion de ressources essentielles d'un vaste pays dans des conditions de terrain et de climat souvent hostiles. L'attention portée aux exigences de l'utilisateur a donc conduit à la mise en service, tout autour du monde, de systèmes efficaces et de coût modeste, conçus au Canada : stations de réception, équipements d'analyse numérique, systèmes radar aéroportés, unités de traitement des données radar» (3). ■

(1) «Un satellite très prometteur», Monique Bernier, GEOS, 1985, n. 1, p. 14.

(2) Pour obtenir les services décrits ou obtenir d'autres renseignements, s'adresser au Service d'assistance à l'utilisateur, Centre de télédétection, 717, rue Belfast, Ottawa (Ontario) Canada K1A 0Y7.

(3) Le Centre canadien de télédétection.



● Image multispectrale de Landsat accentuée pour faciliter la gestion des pâturages de l'Ouest canadien. Cette image fournit un exemple de données utilisées par les exploitants de type d'accentuation; les pâturages de bonne qualité sont de couleur plus foncée, les moins bonnes de couleur plus claire.



# e Canada et l'Afrique



## Festival de Jazz de Montréal

Le sixième festival international de jazz s'est tenu à Montréal, du 28 juin au 7 juillet 1985. Il a réuni 800 musiciens à l'occasion de 250 concerts. Ce fut une grande fête à la gloire du jazz, sous toutes ses formes, au cœur même de Montréal. La raison du festival était, sans contredit, de faire découvrir au public canadien et international des musiciens qui, normalement, n'auraient pas l'occasion de jouer à Montréal.

Une importante délégation des plus célèbres musiciens de la Nouvelle-Orléans a donné au festival de cette année une coloration toute spéciale.



- *Le David Young Trio, de Toronto, a donné la première partie du concert, suivi de Wynton Marsalis.*

Mais, c'est de l'Afrique et plus particulièrement du Sénégal qu'est venu l'écho le plus vibrant avec le groupe de Touré Kunda. Pour les journaux canadiens : «... Touré Kunda... donnait à plein dans le mieux rythmé, le plus dansant, le plus cosu, le plus chaleureux et le plus vivant des spectacles présentés à ce jour sur cette scène du Festival» et encore «La magie de l'Afrique noire mêlée aux rythmes enlevants du funk, du reggae, du pop a provoqué une vague de joie de vivre...».

## Nouvelles de Tunisie

### Liens d'amitié et de coopération multiformes

Le 15 juillet dernier, l'ambassadeur du Canada à Tunis, M. Witold Weinerowski, signa au nom du Canada et pour l'Agence canadienne de Développement international (ACDI) une entente de formation à frais partagés -phase II- entre le Canada et la Tunisie. Le Secrétaire d'Etat à la Coopération internationale au ministère des Affaires Etrangères tunisien, M. Ahmed Ben Arfa, signa le document au nom du gouvernement tunisien.

L'objectif de l'entente est d'offrir à la Tunisie la possibilité de renforcer son capital en ressources techniques et scientifiques. La partie canadienne fournira, sous forme d'années-bourses, dans les trois années à venir, un montant de 12 millions de dollars canadiens, dans les domaines scientifiques de pointe, notamment dans l'informatique et dans diverses disciplines de génie. Au moment de la signature de l'entente, le secrétaire d'Etat Ben Arfa déclara que la décision tunisienne d'envoyer des étudiants au Canada faisait suite, en dépit des coûts relativement élevés, à une option prioritaire du gouvernement tunisien de mettre à la portée de la jeune génération une formation nord-américaine.

- Le même jour, 15 juillet, l'Association d'amitié tuniso-canadienne, sous la présidence d'honneur du ministre tunisien délégué auprès du Premier ministre, responsable de la Fonction publique et de la Réforme administrative, M. Mezri Chekir, organisa une journée d'information pour le bénéfice de près de 200 étudiants tunisiens, anciens et nouveaux, qui retournaient ou se rendaient pour la première fois au Canada.

Le ministre de l'Enseignement su-

périeur et de la Recherche scientifique, M. Abdellaziz Ben Dhia, de même que l'ambassadeur du Canada et le Conseiller à l'Ambassade, participaient à la séance d'ouverture de ces travaux.

La majorité des étudiants tunisiens qui participaient à la journée de travail se retrouvent au Canada à l'Université du Québec à Trois-Rivières, à Sherbrooke et à Montréal, et à l'Université d'Ottawa en Ontario.

- Durant la semaine du 19 au 23 août, la Faculté des Sciences de l'Université de Tunis, organisa à la Faculté de Pharmacie de Monastir, la première école d'été d'informatique. La présence de quatre experts canadiens, André Gamache, de l'Université Laval, Pierre Robillard, de l'Ecole Polytechnique de Montréal, Timothy Merret de l'Université McGill et Marion Finley du ministère canadien des Communications, fut rendue possible grâce au soutien financier de l'ACDI, dans le cadre des programmes à frais partagés.

- Dans le cadre des activités culturelles, une troupe folklorique *les Mackinaw* de la ville de Drummondville au Québec, donna en juillet, à l'occasion du Festival de Carthage, une série de spectacles, aussi bien à Carthage, que à Hammet, Monastir et Ksour Essaf, villes de la Côte et du Sahel.

- C'est aussi en juillet qu'une délégation canadienne de la ville de St-Léonard, sur l'Île de Montréal au Québec, se rendit à Monastir, ville natale du président tunisien Habib Bourguiba, pour procéder au jumelage des deux villes.

Page couverture : La station de réception Landsat (voir pages 13, 14 et 15)

La revue «Le Canada et l'Afrique» peut être obtenue gratuitement sur demande auprès de l'une des ambassades du Canada. Nos lecteurs sont invités à nous faire connaître leurs critiques sur le contenu de cette publication.

Rédacteur en chef : Mme Outi-Kaarina BADJI

Directeur de publication : Kenneth COOK

Imprimé aux N.I.S. Dakar, Route du Service Géographique - Hann